

Unité bidépartementale
Calvados Manche

Caen, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Pré Bocage Intercom

Bois de Briquessard
14240 CAUMONT-SUR-AURE

Références : 2022-14-307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2022 dans l'établissement Pré Bocage Intercom implanté Bois de Briquessard 14240 CAUMONT-SUR-AURE. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Pré Bocage Intercom
- Bois de Briquessard 14240 CAUMONT-SUR-AURE
- Code AIOT dans GUN : 0005306781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette déchèterie située à Livry (commune déléguée de Caumont-sur-Aure) a fait l'objet d'un récépissé de déclaration le 4 décembre 2001 et d'un arrêté préfectoral le 31 octobre 2012 portant à 9,6 tonnes la capacité maximale de déchets dangereux (rubrique 2710-1a, régime de l'autorisation) et à 196 m³ celle des déchets non dangereux (rubrique 2710 2c, régime de l'enregistrement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incendie
- gestion des eaux
- sécurité des usagers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.	/	Lettre de suite préfectorale
Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.2.	/	Lettre de suite préfectorale
Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.3.	/	Lettre de suite préfectorale
Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 7.3.	/	Lettre de suite préfectorale
Mesure de bruit	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 8.4.	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Changement d'exploitant	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 1.6.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.2.	/	Sans objet
Propreté	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.3.	/	Sans objet
Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le haut de quai est géré en régie et les enlèvements des bennes sont gérés par des prestataires (GDE, S.E.P Valorisation en grande partie). Le site présente 1 benne bois, 1 benne déchets verts (+1 tampon), 1 benne encombrant (+1 tampon), 1 benne ferraille, 1 benne écomobilier, 1 benne carton, une benne gravats. Un gardien est présent sur site.

L'exploitant a indiqué qu'une évolution du site était projetée visant à créer une plateforme de déchets verts, un dossier de porter à connaissance sera réalisé courant 2023.

Si le site est globalement correctement entretenu, plusieurs points nécessitent une mise en conformité urgente en particulier concernant la signalétique indiquant l'entrée du site (à corriger sous 1 mois). Les autres points sont à corriger sous 3 mois ; sans tous les citer, ils concernent en particulier les analyses des eaux rejetées et la mise en œuvre d'une ressource en eau en cas d'incendie et la tenue d'un registre de sortie des déchets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : Pré bocage Intercom exploite la déchèterie depuis 2017 (précédemment gérée par le syndicat mixte prébocage). Ce changement d'exploitant n'a pas été déclaré à la préfecture. Un transfert de compétence au profit du SEROC est prévu au 1er janvier 2023 d'où la présence de membres du SEROC lors de la visite d'inspection. Il faudra déclarer dans les temps ce prochain changement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site. Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manoeuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manoeuvre aisée de tous les véhicules autorisés.

Constats : Bien qu'usés, les dispositifs anti-chute sont encore en place et assurent leur fonction. Le site est ceint d'une clôture, toutefois elle présente des dégradations. La photo ci-dessous montre une ouverture permettant le passage d'un homme.



L'exploitant doit corriger ces dégradations sous 3 mois.

Concernant la sécurité des usagers, le principal point noir concerne le risque de collision en sortie du site par manque de signalétique indiquant l'entrée du site (confusion possible entre l'entrée et la sortie). Le site dispose d'une entrée et d'une sortie mais le point d'entrée n'est pas explicite depuis l'extérieur pour un usager arrivant du côté de la sortie. L'exploitant doit **sous un mois** mettre une signalétique lisible à l'extérieur du site pour interdire l'entrée du côté de la sortie et orienter les arrivant vers le point d'entrée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.
Constats : Le site est équipé de deux portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture et de deux caméras de surveillance enregistrant l'activité sur le site, dont les vidéos sont consultables a posteriori. Un panneau est présent à l'entrée et indique les heures d'ouverture ainsi que les déchets acceptés. Ce panneau est accroché sur le portail mais se retrouve derrière un grillage lorsque le portail est ouvert ce qui le rend peu lisible. L'exploitant est invité à le déplacer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Le site est propre, absence d'amas de déchets liés aux envols.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques daté du 07/04/2022 soit de moins d'un an au moment de la visite. 4 non-conformités ont été relevées. L'exploitant doit effectuer sous 3 mois les corrections nécessaires pour assurer l'absence de risques liés au système électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.
Constats : Le local des déchets dangereux DMS est fermé et une signalétique indique aux usagers qu'ils ont interdiction d'entrer. L'exploitant doit toutefois également réaliser et afficher un plan de localisation des risques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Un extincteur est présent dans le local du gardien et un second près du local DMS. Ils ont été vérifiés en juillet 2021, la prochaine révision est donc à faire rapidement. L'exploitant a indiqué que le point d'eau le plus proche est à 500m ce qui est non-conforme. L'exploitant doit disposer d'au moins un appareil d'incendie (bouches, poteaux...) implanté à 200 mètres au plus du risque, ou d'un point d'eau, bassin ou citerne, de capacité en rapport avec le risque à défendre. L'exploitant a 3 mois pour se mettre en conformité. Il avait été évoqué la possibilité de se rapprocher de SPEN qui gère le centre d'enfouissement situé à proximité. De plus, l'exploitant devra indiquer quel système il est en capacité de mettre en place pour assurer la rétention des eaux d'extinction sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Objet du contrôle : - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan), - les eaux pluviales collectées sont traitées par un décanteur-déshuileur avant rejet ; - présentation du justificatif du curage et nettoyage du décanteur séparateur depuis moins d'un an ou justificatifs du report (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Le réseau de collecte est séparatif. Les eaux noires sont gérées par un système d'assainissement non collectif de type épandage situé derrière le local du gardien. Les eaux de ruissellement sont collectées et envoyées vers un débourbeur déshuileur avant d'être infiltrées. On notera que la plateforme en bas de quai présente deux altérations qu'il convient de corriger sous 3 mois. La vidange du débourbeur déshuileur a été faite le 05/04/2022. L'inspection rappelle qu'elle doit absolument être réalisée tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif ; - pH (NF T90-008) : 5,5-8,5 ; - température : < 30 °C.b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration ; - matières en suspension (NF T90-105) : 600 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) (NF T90-101) : 2 000 mg/l ; - DBO5 (sur effluent non décanté) (NF T90-103) : 800 mg/l.c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension (NF T90-105) : 100 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) (NF T90-101) : 300 mg/l ; - DBO5 (sur effluent non décanté) (NF T90-103) : 100 mg/l.d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (NF T90-114) : 10 mg/l.Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures selon la fréquence et sur les paramètres décrits ci-dessus ou, en cas d'impossibilité d'obtenir un échantillon représentatif, évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites d'émissions applicables ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émissions applicables (le nonrespect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'exploitant a indiqué que le prélèvement pour l'analyse des eaux a été réalisée le 10 juin. Les résultats n'ont pas encore été transmis. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une analyse de moins de trois ans. Les résultats sont à transmettre à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus d'un an dans l'installation. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule. Objet du contrôle : - présence d'un registre de déchets sortants tenu à jour (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'exploitant a accès aux informations de suivi des déchets enlevés via les différentes plateformes de ses prestataires mais ne tient pas en interne de registre des déchets synthétisant les principales informations. Il conserve toutefois chacun des bordereaux de suivi des déchets. L'exploitant doit mettre en place sous 3 mois un registre des déchets sortants contenant au moins les informations réglementaires requises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 8.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
Prescription contrôlée : Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures faites par l'exploitant et datant de moins de trois ans ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une mesure de bruit avait été réalisée le 7 juin, il est en attente du rapport d'étude de bruit. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de moins de trois ans. Il doit présenter un rapport à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale